



OBSERVATOIRE
politique et
géostratégique
des États-Unis

CE QUE LE RETOUR DE TRUMP POURRAIT SIGNIFIER POUR LE CANADA

Frédéric Gagnon / Directeur de l'Observatoire sur les États-Unis,
Université du Québec à Montréal

Septembre 2024



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Frédérick Gagnon / Directeur de l'Observatoire sur les États-Unis, Université du Québec à Montréal

Frédérick Gagnon est professeur titulaire de science politique, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques et directeur de l'Observatoire sur les États-Unis à l'Université du Québec à Montréal. Il est spécialisé dans les institutions, les élections et la vie politique aux États-Unis, leur relations avec le Canada, ainsi que des enjeux géoéconomiques, cyber et de désinformation pour les États-Unis et le Canada.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE POLITIQUE ET GÉOSTRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS

Sous la direction de **Romuald Sciora**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'IRIS a pour ambition d'offrir un éclairage sur les élections présidentielles et législatives de 2024 et sur l'évolution des États-Unis contemporains, notamment l'impact de celle-ci sur la coopération franco-étatsunienne, l'Union européenne et le reste du monde.

Il s'articule autour de la publication d'analyses, la copublication d'ouvrages de référence, la production de vidéos et l'organisation d'évènements (conférences, tables rondes, colloques) en France, aux États-Unis et au Canada.

The Academy of Political Science fondée par l'Université Columbia de New-York, **the Columbia-SIPA Urban and Social Policy Program** et la **Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal**, sont les principaux partenaires académiques de l'Observatoire.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Le retrait de Joe Biden et l'arrivée de Kamala Harris dans le duel présidentiel contre Donald Trump ont permis aux démocrates d'accroître leurs chances de garder les clés de la Maison-Blanche le 5 novembre¹. Une victoire démocrate est le scénario souhaité par une majorité de Canadiens², mais un deuxième mandat de Trump reste tout aussi probable si l'on se fie aux récents sondages³.

Ce que le retour du milliardaire à la Maison-Blanche signifierait pour le Canada n'est pas tout à fait clair, car Donald Trump reste souvent vague et délibérément imprévisible sur ce qu'il ferait lors d'un second mandat. Nous avons cependant quelques indices à cet égard.

Étant donné que la majorité des exportations canadiennes sont destinées aux États-Unis et que la santé de l'économie canadienne dépend fortement de l'accès au marché américain, le nationalisme économique de Donald Trump resterait le plus grand défi du Canada s'il revenait à la présidence⁴.

Dans notre récent ouvrage intitulé *L'Amérique d'abord, le Canada ensuite*, nous montrons à quel point le premier mandat de Donald Trump a donné des maux de tête au gouvernement canadien⁵. Donald Trump a souvent affirmé que les échanges commerciaux avec le Canada nuisaient aux travailleurs américains. Il a imposé des droits de douane sur l'acier et l'aluminium canadiens dans l'espoir de relancer ces industries aux États-Unis, dénoncé les barrières commerciales du Canada comme nuisant aux agriculteurs du Wisconsin et exigé la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec le Canada et le Mexique.

Ces négociations ont abouti à la signature du nouvel accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), dans lequel le Canada a dû faire des concessions, notamment en accordant aux agriculteurs américains un meilleur accès au marché canadien. Donald Trump pourrait bien profiter du moment où les États-Unis, le Canada et le Mexique auront la possibilité de

¹ Voir les moyennes des intentions de vote à l'échelle des États-Unis et dans les États clés de la présidentielle sur le site *Real Clear Politics* : <https://www.realclearpolling.com/polls/president/general/2024/trump-vs-harris> et <https://www.realclearpolling.com/elections/president/2024/battleground-states>

² Gabriel Calugay-Casuga, « Majority of Canadians are Hoping for a Biden Win in Upcoming U.S. Election, Poll Finds », *The Globe and Mail*, 16 mars 2024 : <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-majority-of-canadians-are-hoping-for-a-biden-win-in-upcoming-us/>

³ Voir moyennes de sondages *Real Clear Politics*, *op. cit.*

⁴ Frédérick Gagnon, « *Make Geo-Economics Great Again*. La géo-économie tabloïde de Donald Trump à l'égard du Canada », *Études internationales*, vol. 52, numéro 1-2 (2021), p. 51–73.

⁵ Frédérick Gagnon et Christophe Cloutier-Roy (dir.), *L'Amérique d'abord, le Canada ensuite. Les relations canado-américaines de Donald Trump à Joe Biden*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2024.

demander des révisions de l'accord (juillet 2026), pour tenter d'obtenir de nouvelles concessions commerciales de la part du Canada, au bénéfice des travailleurs américains⁶.

L'administration de Joe Biden et de Kamala Harris a également fait preuve de protectionnisme à l'égard du Canada depuis janvier 2021, notamment en promettant d'utiliser les mesures « Buy America » et « Buy American » pour s'assurer que les projets de relance économique de Biden soient réalisés par des entreprises américaines et non canadiennes ou étrangères⁷. Même si elle a été l'une des rares membres du Sénat à avoir voté contre l'ACEUM, au motif que l'accord ne protégeait pas suffisamment l'environnement et les droits des travailleurs, Harris affiche le même nationalisme économique que Biden et miserait sans aucun doute sur la continuité si elle était élue⁸. Malgré ces éléments, la politique commerciale de Donald Trump représenterait un défi encore plus grand pour le Canada, et ce pour au moins trois raisons⁹.

Premièrement, Donald Trump fait moins de distinction que Kamala Harris entre les alliés traditionnels des États-Unis et leurs concurrents stratégiques. Ensuite, ses politiques ne sont pas aussi prévisibles que celles de Joe Biden et Kamala Harris et il peut décider du jour au lendemain de cibler un secteur particulier de l'économie canadienne, sans véritable avertissement. Enfin, il n'hésite pas à imposer des tarifs douaniers considérables aux alliés de Washington.

Sur le site internet de sa campagne, par exemple, Trump promet de convaincre le Congrès américain d'adopter le Trump Reciprocal Trade Act, qui viserait tous les pays qui imposent des droits de douane sur les exportations américaines et les « frapperait avec des droits de douane équivalents¹⁰ ». Durant un deuxième mandat, Trump pourrait ainsi intensifier les guerres commerciales menées durant ses quatre premières années à la Maison-Blanche et en lancer de nouvelles contre n'importe quel pays s'il le juge nécessaire, y compris le Canada.

Une autre particularité de la politique de Donald Trump est qu'il n'hésite pas à utiliser ces mêmes tarifs pour forcer les alliés des États-Unis à faire des concessions sur des questions qui ne sont pas directement liées au commerce. Par exemple, alors que le Canada a récemment

⁶ Joshua P. Meltzer et Joshua Meltzer, « USMCA Review: Upcoming Elections and a Path Forward », *Brookings*, 6 mars 2024: <https://www.brookings.edu/articles/usmca-review-upcoming-elections-and-a-path-forward/>

⁷ Geneviève Dufour et Pierre-Luc Morin, « Buy America and Buy American: Can Canada Expect a Deal from the Biden Administration? », *The Canadian Yearbook of International Law*, 59 (2022), p. 385-400.

⁸ Ana Swanson, « With Kamala Harris, U.S. Free Trade Skepticism May Continue », *New York Times*, 26 juillet 2024: <https://www.nytimes.com/2024/07/26/us/politics/kamala-harris-trade-trump.html>

⁹ Frédéric Gagnon, *op. cit.*

¹⁰ Donald Trump, « Agenda47: Cementing Fair and Reciprocal Trade with the Trump Reciprocal Trade Act », 21 juin 2023: <https://www.donaldjtrump.com/agenda47/agenda47-cementing-fair-and-reciprocal-trade-with-the-trump-reciprocal-trade-act>

annoncé qu'il augmenterait ses dépenses militaires au cours des prochaines années, les nouveaux budgets pourraient ne pas atteindre 2 % du PIB du Canada aussi rapidement que Donald Trump le souhaiterait¹¹. Il ne serait donc pas étonnant de le voir imposer des droits de douane sur certaines exportations canadiennes pour forcer Ottawa à se plier à ses demandes¹².

Les promesses de Donald Trump sur les questions migratoires et frontalières illustrent également à quel point le 5 novembre pourrait être décisif pour le Canada. Avec quelque 11 millions de migrants non documentés actuellement sur le sol américain, Donald Trump prévoit de « mener la plus grande opération d'expulsion nationale de l'histoire américaine¹³ ». Étant donné que les migrants en question viennent souvent de pays où leur sécurité personnelle et leur bien-être sont en jeu (le Honduras, le Guatemala et le Salvador, par exemple), beaucoup pourraient être tentés de considérer le Canada comme la meilleure option si Donald Trump est réélu, afin d'échapper à ses politiques d'expulsion¹⁴.

Le Canada projette souvent l'image d'une société multiculturelle et d'un pays accueillant pour les migrants du monde entier. Cependant, ces dernières années, le nombre croissant de demandeurs d'asile au Canada a suscité un débat parmi les Canadiens sur la capacité du pays à leur offrir les services et les conditions de vie dont ils ont besoin, en particulier dans le contexte de la pénurie de logements et de la hausse des prix des loyers qui sévissent dans de nombreuses villes canadiennes¹⁵. Si les politiques de Donald Trump génèrent de nouvelles pressions sur le système d'immigration canadien, cela démontrera une fois de plus que l'avenir du Canada dépend souvent en grande partie de la direction prise par son principal allié.

¹¹ Murray Brewster, « New Defence Spending Will Still Leave Canada \$6B to \$7B Short of NATO Target, Blair Says », *CBC News*, 9 avril 2024: <https://www.cbc.ca/news/politics/bill-blair-nato-defence-spending-eyre-recruitment-1.7168748>

¹² Isaac Arnsdorf, Josh Dawsey et Michael Birnbaum, « Trump Didn't Quit NATO, But a Potential Second Term Alarms Allies », *The Washington Post*, 19 février 2024: <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/02/19/trump-nato-russia-republicans-europe/>

¹³ Charlie Savage, Maggie Haberman et Jonathan Swan, « Sweeping Raids, Giant Camps and Mass Deportations: Inside Trump's 2025 Immigration Plans », *The New York Times*, 11 novembre 2023: <https://www.nytimes.com/2023/11/11/us/politics/trump-2025-immigration-agenda.html#:~:text=In%20a%20public%20reference%20to,deportation%20operation%20in%20American%20history.%E2%80%9D>

¹⁴ Craig Damian Smith, « Policy Change, Threat Perception, and Mobility Catalysts: The Trump Administration as Driver of Asylum Migration to Canada », *International Migration Review*, vol. 57, numéro 4 (décembre 2023), p. 1678-1709.

¹⁵ Peter Zimonjic, « Linking Immigration to the Housing Shortage May be Missing the Problem, Experts Say », *CBC News*, 21 janvier 2024: <https://www.cbc.ca/news/politics/immigration-housing-crisis-costs-1.7088878>

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.